

DEVELOPEMENT DANS LES QUARTIERS PERIPHERIQUES DU NORD DE LA VILLE DE BUJUMBURA

*Viator Nzibavuga,
Université du Burundi*

Résumé : Des quartiers naissent et se développent dans différentes villes du Burundi comme partout ailleurs dans le monde. Cependant, l'existence de quartiers périphériques dont ceux du nord de la ville de Bujumbura est inquiétante et témoigne d'une société en décomposition. Pourquoi des populations s'installent-elles dans des quartiers non aménagés et à quel prix? Quel genre de développement? Le présent article étudie les raisons de l'occupation des quartiers périphériques du nord de la ville de Bujumbura. Il se base sur des données de l'observation et sur des documents écrits. Cette étude s'articule sur trois hypothèses. La 1^{ère} postule que les quartiers non viabilisés de la périphérie du nord de la ville de Bujumbura sont occupés anarchiquement. La seconde dit que ces quartiers regorgent à la fois des infrastructures particulières et celles à caractère public. La 3^{ème} pose que ces quartiers témoignent de la crise de la raison et non du développement. Cette étude est une analyse critique de l'établissement de l'homme dans des lieux réputés dangereux. Les résultats montrent d'abord que c'est à la suite de la pression démographique et pour améliorer ses conditions d'existence que l'homme s'installe en ville. Ensuite, les services urbains ne sont pas toujours à l'œuvre d'où des quartiers anarchiquement occupés et enfin, le développement de la ville dans les zones périphériques du nord de la ville de Bujumbura prouve la crise de la rationalité.

Mots clés : développement, crise, homme, raison, quartier

Summary: Neighbourhoods arise and develop in different cities in Burundi as everywhere in the world. However, the existence of peripheral areas, including those in the north of the Bujumbura city, is worrying and testifies to a decaying society. Why do people settle in undeveloped neighbourhoods and at what cost? What kind of development is it about? This article examines the reasons for occupying the northern outskirts of the Bujumbura city. It is based on field research data and written documents. This study is based on three hypotheses. The first postulates that the unserviced districts of the northern periphery of the Bujumbura city are anarchically occupied. The second says that these districts have both specific and public infrastructure. The 3rd position says that these districts are evidence of the crisis of reason and not of development. This study is a critical analysis of the settlement of people in places known to be dangerous. The results initially show that people are settling in the city due to demographic pressure and to improve their living conditions. Secondly, urban services are not always at work where there are anarchically occupied parts of the city, and finally the development of the city in the peripheral areas north of the Bujumbura city proves the crisis of rationality.

Keywords: development, crisis, human being, reason, neighbourhood.

0. Introduction

Le développement est un processus de toute société surtout quand elle s'urbanise. Partout au monde en général et au Burundi en particulier se développent des villes. Ces dernières ont été étudiées par différents chercheurs (Body-Gendrot, 2004 ; Ndayirukiye, 2010). Au Burundi, les villes sont souvent des centres économique-politico-administratifs et la plus importante est la ville de Bujumbura. Elle a été dans certains quartiers bien aménagée par le pouvoir public mais elle est à d'autres endroits occupée anarchiquement (Sindayigaya, 2015 :13). C'est le cas des quartiers périphériques du nord de la ville de Bujumbura dans lesquels l'homme habite des endroits parfois dangereux du fait que le pouvoir public n'impose pas de plans de gestion et d'aménagement. Les dégâts enregistrés à la suite de cette occupation inappropriée sont énormes. Cela soulève des interrogations.

Pourquoi certains des quartiers péri-urbains ne sont-ils pas viabilisés? Pourquoi l'homme habite-t-il ces lieux non aménagés, non assainis, très dangereux et au risque de sa vie ? Quelle qualité de vie en ces lieux ? Quel développement dans de telles circonstances? Est-il technique, socio-économique, authentique? Ne fait-il pas état de la précarité et d'une crise ? Alors que dans la ville devrait être promue l'industrialisation, ces quartiers ne regorgent que des logements spontanément érigés avec peu d'infrastructures économique-sociales. Sous l'empressement d'obtenir coûte que coûte un logement, l'homme en ces quartiers du nord de la ville de Bujumbura n'investit pas en entreprises industrielles. Or une urbanisation sans industrialisation est source de pauvreté. Ainsi, ces quartiers témoignent d'une désarticulation des différents secteurs qui auraient pu être organiquement fonctionnels. Le développement ne réside pas en un accroissement du revenu ou une augmentation des biens ; il ne doit pas être à tout prix mais il *« est essentiellement une transformation profonde des modes de faire, d'être et de penser »* (Albertini, 1967 : 283) en vue du bonheur de l'homme. Il découle de l'œuvre d'un peuple animé d'une ferveur commune pour canaliser ses aspirations vers un mieux-être. Il résulte d'une action concertée entre les sciences humaines et sociales, d'où l'homme doit s'engager avec responsabilité s'il veut l'atteindre.

0.1. Contexte et articulation de la recherche

Nous nous intéressons au développement des quartiers périphériques du nord de la ville de Bujumbura spontanément occupés au fil du temps par des ménages à moyens et faibles revenus. N'ayant pas bénéficié de parcelles loties à l'intérieur du périmètre urbain, des familles à standing relativement élevé y ont aussi des logements (Sindayigaya, 2015 : 40) et

certaines occupent de vastes parcelles. Cependant, les lois du code foncier, du code de l'eau et du code de l'urbanisme sont violées. Les infrastructures sont anarchiques en ces quartiers non viabilisés et inondables, sans assainissement, sans établissements et équipements collectifs. Aucune protection n'est assurée pour l'homme et pour l'environnement.

Cette étude est suscitée par les nombreux phénomènes observés dans ces quartiers dont des inondations et des glissements de terrains en ces dernières années. Les dégâts sont si énormes qu'ils tendent à devenir un problème global: des morts et des blessés ; des disparus ; des voies bloquées ; des infrastructures détruites ou endommagées; des écoles n'ouvrant plus leurs portes aux écoliers mais logeant des sinistrés qui y ont trouvé refuge¹. On dirait que la nature est en train de se venger des inconduites de l'homme² qui l'exploite démesurément.

Notre étude s'inscrit dans un cadre philosophique. Elle est une interrogation qui porte sur les fondements de la vie dans la partie extrême nord de la ville de Bujumbura pour sculpter les raisons de l'installation anarchique à cet endroit. Cette étude s'articule sur trois hypothèses. La première pose que les quartiers non viabilisés de la périphérie du nord de la ville de Bujumbura sont anarchiquement occupés. La deuxième postule que ces quartiers comportent des infrastructures des particuliers et celles à caractère public. La troisième dit que ces quartiers témoignent de la crise en cours et non du développement.

0.2. Objectifs de l'étude

Le premier objectif est d'étudier les conditions dans lesquelles les quartiers périphériques de la partie nord de la ville de Bujumbura ont été constitués. Le deuxième est de montrer la responsabilité de l'homme dans les dégâts en cours en cet espace péri-urbain. Le dernier objectif est de déterminer les caractéristiques du développement.

0.3. Méthodologie et problématique de la recherche

Cette étude est née du constat des catastrophes récemment en cours dans les collines surplombant la partie nord de la ville de Bujumbura. Elle se base sur des observations et des points de vue de certaines personnes enquêtées. Celles-ci sont âgées entre 35 et 67 ans. Les informations recueillies ont été analysées au moyen des données de la documentation écrite et la méthode qualitative a été privilégiée, sur fond de la méthode critique.

Dans cet article, nous analysons les attitudes de l'homme vis-à-vis de la nature pour comprendre sa contribution dans la détérioration de ses conditions d'existence ; d'où cette fondamentale question : Étant donné que la ville inspire un mieux-être par sa promesse d'offrir un confort, quel développement dans les quartiers périphériques du nord de la ville de Bujumbura? Qu'est-ce qui fonde le désordre dans ces quartiers? Qu'est-ce qui justifie l'occupation de ces zones ? Pourquoi l'homme s'expose-t-il au danger de mort ? A voir le lot de dégâts tant humains que matériels déjà enregistrés, pourquoi ne faut-il pas prévenir ? Car prévenir vaut mieux que guérir. Cette prévention serait l'œuvre de l'autorité et de l'homme raisonnable.

0.4. Localisation de la zone d'étude

Notre zone d'étude est géographiquement située dans la commune urbaine de Ntahangwa de la ville de Bujumbura, dans les zones Gihosha et Kamenge et sur les collines Uwinterekwa, Gasenyi, Gatunguru et Gahahe de la Commune de Mutimbuzi, de la Province Bujumbura Rural. Elle est parcourue par des cours d'eau dont les rivières Gasenyi et Cari qui charrient des eaux usées et des alluvions surtout en saisons pluvieuses.

1. Le développement des quartiers d'une ville, une affaire politique

Une ville est une réalité démographique mais le développement de ses quartiers résulte d'une action politique. Sur base des données tirées de plusieurs documents écrits et d'informations recueillies lors des enquêtes orales, nous pensons que le développement des quartiers périphériques de la ville de Bujumbura est lié à la vie politique du Burundi et à celle des institutions à travers les actes du pouvoir. En effet, certains informateurs d'un côté affirment que la ville de Bujumbura résulte de l'action des blancs³ puisque la monarchie avait sa capitale dans les hauts plateaux (Muramvya et Gitega)⁴, d'autres disent que l'Imbo et les Mirwa sont des régions peuplées depuis longtemps car elles ont des terres très fertiles et donc favorables aux activités agro-pastorales⁵. Les personnes bannies par la royauté venaient se cacher dans la plaine de l'Imbo qui est une région aux habitants réputés tolérants⁶.

De l'autre côté, des documents écrits attestent que la ville de Bujumbura a été créée à l'époque coloniale, avec la venue des allemands qui, voulant contrôler le trafic sur le lac Tanganyika ont installé leurs bureaux à Kajaga en 1897(Manirakiza, 2010 : 382). Pourtant, la ville s'est développée davantage avec le processus d'accession à l'Indépendance car c'est sur décision du Prince Louis Rwagasore que Bujumbura a été pris pour capitale politique. Pour

s'assurer des moyens de fonctionnement, le pouvoir a instauré Bujumbura pour centre des affaires même si ce ne serait pas les emplois créés en ville qui auraient attiré tant la population. En effet, selon Manirakiza (2010 : 382), la pauvreté des campagnes et les violences au cours des périodes de crises seraient les facteurs explicatifs de l'affluence de gens vers la ville avec pour conséquences le développement de secteurs informels, sources de revenus précaires, dégradation de l'habitat et abondance de délinquants.

Depuis la crise socio-politique de 1993, consécutive à l'assassinat du 1^{er} Président démocratiquement élu⁷, aux massacres à grande échelle qui ont suivis dans tout le pays et de la balkanisation de certains quartiers de la ville de Bujumbura⁸, il y a eu de forts déplacements de populations désemparées qui s'installaient où beau leur semblaient en vue de se mettre à l'abri de dangers. « *Les replis identitaires avaient pris le pas et agissaient comme des mécanismes d'exclusion* » (Mappa, 1993 : 9). Certaines familles quittaient leurs anciens quartiers où elles ne se sentaient plus en sécurité ou parce qu'elles n'étaient plus à mesure de faire face au coût de la vie et elles s'installaient à la périphérie de la ville. Ce mouvement d'installation en ces lieux ne s'est jamais arrêté jusqu'aujourd'hui pour des raisons à la fois politiques et économiques. Un repli tactique mais instinctif est la réaction naturelle de l'homme.

La politique a sa part de responsabilité dans l'installation en ville jusque dans les zones péri-urbaines où désormais des symboles du pouvoir logent dont les bureaux du palais présidentiel récemment installés aux bords de la rivière Gasenyi et inaugurés en fin de l'année 2019, après plusieurs années que lesdits bureaux étaient dans un immeuble loué au centre-ville. La délocalisation de ces bureaux a été interprétée comme un signe d'Indépendance, c'est-à-dire une volonté de décentraliser le lieu de prise de décisions et le centre des affaires. L'espoir d'une possible amélioration des conditions d'existence était permis parmi les serviteurs de l'Etat et les calculateurs de moments favorables aux affaires. Un tel positionnement a augmenté la valeur marchande des parcelles environnantes de ce palais, les rendant trop chères, par spéculation. Des infrastructures à caractère social ont aussi vu le jour dont un campus de l'Université Sagesse d'Afrique près de Gatunguru, une école fondamentale construite par les femmes *leaders* à Gasenyi et un Lycée Monseigneur Victor Scheppers en construction à Uwinterekwa sur financement d'une Congrégation religieuse catholique. Mais le reste des infrastructures résulte des actes isolés des individus. Des initiatives de

développement sont en cours même si la coordination fait défaut. Ladite coordination aurait été jouée par l'autorité politique par son rôle de gestionnaire de la cité.

2. Développement des quartiers périphériques du nord de la ville de Bujumbura

Chaque ville révèle le processus de développement car elle naît, croît ou s'agrandit. Elle évolue comme elle peut disparaître à la suite de certains facteurs. Adou Koffi (1995 :133) nous rappelle qu'un séisme, un raz-de- marée, une épidémie ou toute autre sorte de cataclysme peut faire disparaître des familles, des personnages illustres et mêmes des peuples jusqu'à ne subsister que dans la conscience comme simplement mentionnés dans des archives de bibliothèque. Pourtant, le développement d'une ville est concevable à plusieurs angles : accroissement de sa population, diversification des activités et multiplicités des infrastructures pour faire face aux différents besoins surtout que les changements sont plus rapides en villes qu'ailleurs grâce à l'influence et à des facilités de la communication.

Pour Sindayigaya (2015 : 9), la ville constitue un carrefour des idées et des comportements porteurs de modernité : scolarisation et formation, meilleure couverture sanitaire, prise en compte de la question du genre. L'urbanisation au Burundi est devenue un phénomène irrésistible car le taux de croissance urbaine était de 5,1 % dans la période de 1990 à 2008. L'agrandissement des villes et l'accroissement de ses populations sont liés aux migrations et aux naissances. Les motifs des migrations urbaines sont principalement de trois niveaux : d'abord la recherche de l'emploi (38%), ensuite la poursuite des études (21%) et enfin des raisons de sécurité et de rapprochement familial (18%) (Sindayigaya, 2015 :10). Mais les conditions des nouveaux migrants dans la ville sont pleines d'embûches car leur accueil n'y est ni préparé ni encadré ; leur arrivée et leur installation sont hasardeuses puisque la demande en logements dépasse de loin l'offre. Le mode de vie change. En ville se déploient les attitudes d'indifférence où chacun ne se préoccupe que de ce qui le concerne; c'est de l'individualisme notoire⁹, excepté quelques gestes de solidarité au sein de quelques associations puisque les relations ne sont plus basées sur le lien de sang comme dans le système traditionnel burundais. Cet aspect social a pour effet d'accroître la population citadine et de diversifier les modes d'acquisition de revenus ainsi que la forme de l'habitat. Le type d'habitat se modèle aux capacités du propriétaire, à la mode architecturale en vogue et à la taille de la famille à loger. C'est ce qui explique la spontanéité des logements dans les zones périphériques du nord de la ville de Bujumbura tant que l'individualisme prime et que

le pouvoir public ne les en empêche car le peuplement de cette zone est liée aux conditions de vie au Burundi et par la pression démographique.

Ainsi, la ville de Bujumbura est un carrefour de populations avec des parentés essentiellement évoluées en zones rurales et très attachées à la terre qui sert d'espaces de cultures et d'élevage. Les produits de l'agriculture et de l'élevage des zones rurales sont acheminés quotidiennement sur les marchés urbains pour nourrir ses nombreux habitants souvent pauvres et donc sans moyens d'importer des denrées de l'extérieur du pays. L'agriculture et l'élevage sont pratiqués jusque dans les zones péri-urbaines car beaucoup de citadins sont encore des agriculteurs ou fermiers pour lesquels leurs exploitations ont été englobées ou parce que c'est leur principal type d'activité (Sindayigaya, 2015 : 15). Le matériel agricole est un équipement qu'aucun foyer urbain ne manque! Cette agriculture péri-urbaine sert énormément les citadins en légumes, fruits et tubercules ; ces denrées alimentaires ont fortement concurrencé les produits importés (Ndayirukiye, 2010 : 355) depuis 1993.

Néanmoins, les quartiers périphériques du nord de la ville de Bujumbura ne disposent pas de marchés mais comptent quelques lieux d'approvisionnement en biens de première nécessité dont des boutiques alimentaires, des points de ventes des boissons et des commerces ambulatoires surtout aux carrefours de chemins. L'informel semble dominer et l'organisation fait défaut dans ces quartiers précaires.

3. La périphérie nord de la ville de Bujumbura, quartiers précaires et cités dortoirs

L'une des grandes préoccupations en ville est le logement mais celui-ci n'est pas toujours adéquat. C'est le cas des quartiers périphériques du nord de la ville de Bujumbura qui sont présentement précaires. Cette précarité est liée à la nature car ces quartiers sont dans des zones à sol argilo-sablonneux (susceptible à l'érosion), à relief très accidenté et à fortes pentes; les eaux de ruissellement nourries d'alluvions sont acheminées par des rivières qui débordent de leurs lits surtout en périodes pluvieuses et avec les ravins, ils constituent des collecteurs naturels (Sindayigaya, 2015 : 25).

Cette précarité résulte également de l'action de l'homme à travers la pratique d'une agriculture non adaptée à la protection de sols et l'érection des infrastructures sans précautions d'assainissement. D'une part, une agriculture rudimentaire est pratiquée sur les fortes pentes des terrains de la zone péri-urbaine et sans aucune protection de sols (avec une

destruction du couvert végétal), ce qui diminue le phénomène d'infiltration des eaux de pluies et augmente la vulnérabilité de l'environnement. D'autre part, ces quartiers sont précaires par le non-respect des conditions d'assainissement et d'hygiène dans ces contrées périphériques. En effet, la ville de Bujumbura n'a pas bénéficié de financement pour étendre le réseau dans les quartiers populaires et pour l'assainissement (Manirakiza, 2010 : 382), d'où les quartiers périphériques du nord de la ville de Bujumbura sont des lieux non viabilisés, avec des installations aléatoires. Les connexions à l'eau et à l'électricité sont rares ou elles sont faites sans respecter les normes et l'art. L'on peut rencontrer un poteau électrique planté au milieu d'une voie ; un transformateur de courant électrique à haute tension posé simplement au sol, au bord d'une voie ou d'une maison d'habitation ; des tuyaux d'adduction d'eau exposés à ciel ouvert, *etc.* La salubrité publique fait défaut par manque notamment de lieux d'aisance publics. Le Recensement Général de la Population et de l'Habitat de 2008 (2011 : 46) nous rapporte qu'en ville, 51,1 % des ménages utilisent le WC extérieur privé, 27,6 % font usage d'un WC extérieur collectif, seulement 10,8 % ont un WC intérieur avec chasse eau et 2,1 % d'habitations n'ont pas de lieu d'aisance et se soulagent dans la nature. Les eaux usées coulent vers des rivières jusqu'au lac Tanganyika qui pourtant alimente en eau les citadins. Ceux-ci sont exposés ainsi aux maladies des mains sales. On dirait que la protection de l'homme et des biens n'inquiète personne.

Ces quartiers périphériques sont précaires car ils sont enclavés et constituent des espaces de replis. Ils sont peu accessibles et ne donnent pas accès au transport en commun. Les bâtiments spontanément élevés bloquent la communication. Quelques riverains épris d'un esprit de collaboration tracent et entretiennent quelques rares voies à dimensions irrégulières ne favorisant pas la circulation. L'accès dans ces quartiers est à pieds ou sur les deux roues (Ndayirukiye, 2010 : 352) et difficilement par véhicule. Les taxis-vélo, les taxis- moto et *tuk-tuk* rivalisent dangereusement pour gravir quelques-unes de ces pistes réputées mauvaises. Ils font le transport à l'intérieur de ces quartiers ou la liaison de pré/post acheminement vers les voies desservies en moyen de transport conventionnel (Sindayigaya, 2015 : 58) mais ces moyens de transport sont très polluants et non sécurisants.

La précarité de ces quartiers est liée aussi aux types d'activités y exercées ; elles sont économiquement peu rentables. Les zones périphériques de la ville de Bujumbura ne sont pas principalement occupées pour une fin économique mais pour finalité sociale car elles ne sont pas réservées aux industries qui seraient source du développement économique. Il s'agit

d'un domaine de logements. Ces quartiers semblent être établis pour dormir et non pour travailler. Ce sont des cités dortoirs¹⁰ bien qu'elles ne remplissent pas convenablement cette mission. Elles ne réunissent pas les conditions d'un beau repos par l'inexistence d'œuvres artistiques dont des espaces de jeux. Les lieux de loisirs et de récréation n'ont pas été prévus bien que les enfants et les jeunes soient nombreux car 39% des habitants de la ville de Bujumbura ont moins de 14 ans et l'âge moyen s'établit à 21 ans d'après les données du Recensement Général de la Population et de l'Habitat de 2008(2011 : 9). L'état des maisons et de l'environnement ne favorisent pas le bien-être et la sécurité; à la moindre annonce d'intempéries, les habitants paniquent et attendent des dégâts qui peuvent s'abattre sur eux. Il témoigne de la dégradation de la vie et de la destruction des écosystèmes naturels qui sont des effets d'une crise.

4. Crises et dégradation de l'environnement

Les crises perceptibles concernent notamment les valeurs et l'autorité. Tant que la population urbaine dilue sa culture mais s'attache aux cultures étrangères véhiculées par le matérialisme et le pouvoir de l'argent, elle perd le fil conducteur du développement. Car comme le précise Perroux (1981 :53), « *les valeurs culturelles jouent un rôle fondamental dans la croissance économique* » et dans l'équilibre social et humain. Ainsi, un peuple qui perd sa culture et qui ne s'attache plus à ses valeurs rate du même coup le développement. La crise est du côté de l'autorité culturelle investie du pouvoir de décision mais qui ne promeut pas la culture et les valeurs. Lorsque la culture est délaissée, qu'elle passe dans les oubliettes, que le peuple est guidé par le matériel au mépris de la vie, c'est que ledit peuple est en voie de disparition au profit d'autres peuples à cultures dominantes. Rien ne peut dépasser la vie et ses détracteurs succombent avec le milieu qu'ils exposent en cas de dangers tragiques.

En effet, les besoins sont très pressants en milieu urbain où sont exposés des modèles de consommation exigeant d'importants moyens. En réaction, l'esprit du gain rapide anime les citoyens qui guettent démesurément des occasions de se faire de l'argent. Ceux qui réussissent leurs coups se font malins mais exposent la vie. Ils se permettent de contourner la loi jusqu'à faire intervenir des forces publiques lorsqu'ils exploitent pour leurs comptes les carrières dans des zones interdites sur les collines surplombant la ville de Bujumbura ou quand ils font des curages des lits des rivières en extrayant des matériaux de construction¹¹. Ces pratiques se font au mépris de la loi et au détriment des riverains et des habitants de la ville qui sont exposés.

Sous l'attrait du matériel, l'homme vit démesurément et sans scrupule et finit par perdre le sens de la vie et celui des valeurs ; il rate du même coup le développement. L' « honnête » gens au lieu d'agir se lamente mais laisse pourrir la situation sous ses yeux, en attente de l'intervention des autres même en ce qu'il lui revient en priorité. Le réflexe de redresser à temps les situations prend congé comme si la raison ne devait plus guider l'homme dans ses actes, l'individuel est privilégié par rapport au général par la recherche du seul gain matériel symbolisé par l'attrait des richesses et de l'argent, sans aucune balise ; ce qui conduit l'homme et la société à la dérive comme le souligne Albert Tévoédjéré (1978 : 41): *« L'argent devenu notre maître, nous dicte toutes nos extravagances, toutes nos faiblesses, tous nos abus. A cause de l'argent qu'il nous faut à tout prix, nous nous mettons en danger de n'avoir plus de culture authentique, plus de liberté, plus de respect pour rien, plus de famille ».*

La crise de l'autorité politique et administrative est perceptible au cours de la période des années 2000 à 2015 où manquaient des outils de planification et de gestion urbaines par la tombée en désuétude des documents existants. Depuis cette période jusqu'aujourd'hui, le développement urbain se fait à travers un pilotage à vue, avec toutes les conséquences qui s'en suivent quant à l'extension urbaine (Sindayigaya, 2015 : 13-14). La non-satisfaction de la forte demande en parcelles loties donne lieu aux arrangements des privés et des spéculations foncières sur les périphéries des périmètres urbains. Ces quartiers témoignent du déficit d'autorité. Celle-ci ne marque pas sa présence pour prévenir les désagréments et les dangers. Elle est à l'origine de cette crise et elle-même est en crise. Le problème déjà relevé est que les quartiers périphériques du nord de la ville de Bujumbura ne soient pas aménagés. Ils auraient pu l'être si l'autorité s'était impliquée et n'avait pas laissé les gens agir selon leurs grés. L'occupation de ces lieux prouve l'irresponsabilité de l'administration qui n'applique pas la loi pour protéger les gens et les biens. La crise est de l'autorité de fait démissionnaire car le pouvoir rate l'occasion de gérer la cité. L'autorité est des fois ternie par ses agissements qui témoignent du surgissement d'esprits grégaires recherchant des intérêts individuels dont cet instinct d'égoïsme, avec l'appât de l'argent qui ralentit toute bonne initiative et mène la société à la dérive. Une telle autorité qui ne s'impose plus par des décisions éclairées mais qui utilise la force pour dominer perd sa valeur de *leader* pour n'être que le symbole d'administratif vivant sur le dos des citoyens. Elle n'a pas honte de son inactivité face aux innombrables désastres mais elle se lamente comme n'importe quel simple

citoyen au lieu de jouer son rôle de gestionnaire de la cité, en se laissant guider par l'esprit et non seulement par le matériel. C'est ce à quoi nous assistons quand l'Etat n'applique pas les lois qu'il a pourtant mises en place dont le Code de l'environnement, le Code foncier et le Code de l'eau qui serviraient à sauver l'essentiel en protégeant l'homme, la propriété et le cadre de vie.

L'environnement est désorganisé par les pratiques de l'homme qui recherche des moyens de subvenir à ses divers besoins. En effet, les activités de l'homme en ces zones périphériques du nord de la ville de Bujumbura participent dans la dégradation de l'environnement. Les terres jadis principalement agricoles ont cédé place actuellement à l'habitat. A cause de la crise de logements en villes, chacun y va avec ses calculs. Sous le couvert de se mettre à l'abri, des constructions spontanées s'érigent jusqu'à des endroits inappropriés, sans respect des règles d'aménagement et d'assainissement. Les statistiques du Recensement Général de la Population et de l'Habitat de 2008 révèlent qu'actuellement, la zone péri-urbaine est peuplée par des ménages desquels 63,6 % utilisent le charbon comme source d'énergie (2011 : 43) pour la cuisson de la nourriture, d'où une forte poussée de la déforestation. D'après ces statistiques, les constructions sont en matériaux durables ou semi-durables: 57,9% des maisons sont en briques adobes, 27,2% sont en briques cuites, ce qui témoigne de la forte pression exercée sur le milieu naturel (2011 : 39). Celui-ci est donc violenté par le travail de l'homme à travers la coupe des arbres pour construction ou bois de chauffage, la surexploitation des carrières, les curages des lits des rivières sans un minimum d'encadrement. Les sources d'eaux et les rivières sont donc perturbées. La dégradation de l'environnement émane aussi de l'agriculture à travers l'utilisation des engrais chimiques et des pesticides qui polluent l'air et les eaux de la nappe phréatique et celles du lac Tanganyika qui est pourtant le réservoir de l'eau douce consommée à Bujumbura et dans les pays riverains de ce lac. Les berges des rivières sont fragilisées par le non- respect des zones tampons tel qu'exigé par la loi.

Le milieu naturel est fortement agressé par ces pratiques et il se défend à certaines occasions. Il semble s'opposer aux types d'installations inappropriées si l'on tient compte de tragiques événements dont ceux de 2014 et 2019 où les inondations ont causés d'énormes dégâts : pertes en vies humaines, destructions de maisons et d'infrastructures endommagées. Les habitants de cette contrée sont en pleurs compte tenu des pertes encourues. Ses effets sont encore visibles mais l'assistance aux sinistrés est rudimentaire par la faiblesse des

mécanismes réels et efficaces de gestion des risques et catastrophes au Burundi (Sindayigaya, 2015 : 21). Pourtant, le développement est indissociable de la vie et de la dignité humaine.

5. Développement comme quête de la dignité et du bien-être humains

Le développement se réduirait-il à la construction d'infrastructures dans ces quartiers périphériques du nord de la ville de Bujumbura ? Quelques constructions sont certainement belles et révèlent l'esprit d'imagination. Comme les parcelles de ces lieux appartiennent à des particuliers, chacun peut y aller suivant ses intentions et ses moyens. Il se pourrait que certains propriétaires usent d'importants moyens et aient l'air du goût ! L'architecture y a trouvé asile ! L'imagination et l'inspiration sont au rendez-vous ; elles sont la preuve de l'œuvre de l'esprit et l'espoir est permis car le matériel ne peut longtemps à lui seul orienter les décisions. Ainsi, des personnes construisent de jolies maisons même si la vue d'ensemble manque. En effet, l'architecture doit considérer la structure d'ensemble en refusant de se focaliser sur un espace tenu isolé pour ne pas désarticuler l'œuvre créée et les valeurs qui fondent la vie de la communauté. La société et sa culture qui est sa référence identitaire doivent être sauvegardées. Le développement naît ainsi « *d'une action consciente et concertée pour maîtriser le devenir économique et social* » (Albertini, 1967 : 183). De son côté, Perroux (1981 : 171) inventorie quelques paramètres révélateurs d'une désarticulation sociale dont une mauvaise gestion des ressources ; une démographie non maîtrisée ; un fort taux de déscolarisation ; une alimentation déséquilibrée ; un effondrement des liens familiaux ; une détérioration des droits de propriété, des lois du marché et des règles de la répartition. Ces paramètres témoignent du non développement ailleurs comme dans ces quartiers périphériques du nord de la ville de Bujumbura.

Le développement doit viser la dignité et le bien-être de l'homme. Ce n'est pas la recherche de la satisfaction de besoins immédiats qu'il faut simplement viser mais aussi l'avenir de l'humanité car l'homme n'est pas que présent, il est aussi un projet. L'homme doit utiliser ses capacités intellectuelles pour poser et résoudre les problèmes inhérents à sa condition d'homme. Le développement à chercher est une entreprise résolue et cohérente soutenue par la nécessité de répondre aux différents besoins de l'homme et de tous les hommes car développer c'est améliorer les conditions de vie de l'homme (alimentation, habitat, santé, éducation, sécurité, etc) mais aussi développer la personnalité humaine à travers la connaissance, la jouissance de libertés et l'assainissement des rapports sociaux, c'est-à-dire, rendre l'homme plus humain. Albertini (1967 : 214) précise que dans le processus de

développement, toutes les fractions de la population doivent passer d'une phase moins humaine à une phase plus humaine, au rythme le plus rapide possible, au coût le moins élevé possible, compte tenu des solidarités sociales. Ce bien-être de l'homme ne peut pas résulter d'actes isolés des personnes non organisées pour la satisfaction de ses besoins pressants. Car comme dans le contexte actuel du Burundi, il est d'un grand effort de nourrir, soigner et loger la population urbaine, c'est-à-dire que le progrès économique est problématique. D'après Perroux (1981 : 59), le progrès économique pose « *des conditions de sécurité et de liberté, de formation et d'éducation qui sont du domaine politique et social* ».

Les infrastructures d'usages devraient être convenablement installées pour la sécurité et le confort, en même temps qu'elles protégeraient l'environnement car « *le bon environnement est la condition première du développement* »; il est celui qui permet aux hommes de vivre en équilibre (Tévoédjré, 1978 : 66). Pour le bonheur des habitants et pour éviter tout désagrément, elles devraient être érigées suivant l'art et le plan des services de l'urbanisme. Or les cadres légaux sont violés même par l'autorité chargée de les appliquer et la population fait ce qui semble l'arranger. L'homme se perd s'il tient à la mesure de ce qui est simplement calculable dont les biens matériels et qu'il banalise la part de l'esprit qui doit l'orienter dans ses actes. En vue de se sauvegarder, l'homme doit tenir à sa dignité en privilégiant « *l'autonomie individuelle et collective, la tolérance à l'altérité et la solidarité avec autrui, le jugement, la capacité de remise en cause* » qui sont des valeurs à faire partager pour le triomphe de l'homme et de l'humanité (Labazée, 1992 : 334).

6. Caractères du développement

Comme l'homme est essentiellement un être déficient, il fait l'expérience à chaque instant d'un manque qui crée en lui des besoins à satisfaire. Ceux-ci sont d'ordres multiples comme le constate Adou Koffi (1995 : 138) : « *besoins physiologiques, biologiques, affectifs, économiques, psychologiques ou intellectuels, moraux, politiques, etc* ». Mais ces besoins sont aussi illimités, c'est-à-dire que la satisfaction d'un seul au lieu de freiner l'élan et le désir du bien désiré et consommé crée un autre désir, une sorte d'élargissement à l'infini des possibilités. Cet inachèvement ontologique pousse l'homme à projeter d'autres types de vies réalisables. Le concept de développement exprime ce mouvement de perpétuel dépassement et d'ascension vers plus de dignité, plus d'épanouissement et plus de plénitude. Car la vocation de l'homme est de croître vers plus de plénitude par le passage des conditions de vie moins bonnes aux meilleures conditions. Le développement ne peut pas être la simple

invitation morale à satisfaire les besoins de l'homme. Il est le fruit d'une entreprise résolue qui rassemble des contraintes de réalités et celles de vérité (Perroux, 1981).

Ainsi, les caractères d'un développement authentique se lisent à travers sa finalité qui est le mieux-être de tous, à savoir : la *cohérence*, l'*intégrité* et la *solidarité*. La cohérence se lit à travers la suppression progressive des désarticulations entre les différents secteurs (économique, politique, éthique, *etc*) et la coordination de l'interdépendance entre ces aspects. Le développement doit être intégral, général, unitaire, relatif et authentique car le développement dépasse la simple croissance économique qui est l'élévation durable du revenu national. Une croissance durable exige une transformation profonde des structures économiques et sociales. Le développement est intégral s'il est personnaliste et social. Il est personnaliste quand il se réfère à l'unité de l'homme et exige qu'il se fasse ses diverses sphères: physique, intellectuelle, culturelle, morale, politique, *etc*, sur appui du principe de totalité en permettant la personne à s'épanouir davantage dans sa communauté.

Le développement est général et unitaire s'il concerne tout le peuple qui est solidaire. Il est aussi relatif et authentique car le concept de développement évoque à la fois un idéal et une attitude. Comme idéal, le développement évoque un état de bonheur voulu par une communauté de personnes ; comme attitudes, il traduit le comportement adopté pour matérialiser l'idéal auquel cette communauté aspire. En effet, selon Aubert (1971 : 198), le développement est « *l'expression de la manière dont un peuple a réussi ou a échoué dans sa façon de matérialiser sa liberté, c'est-à-dire de s'organiser et d'organiser son milieu en vue de la réalisation de l'idéal qu'il s'est lui-même librement choisi* ». L'homme n'a pas à travestir les faits et la vérité mais il a à les vivre tels qu'ils s'offrent mais raisonnablement. Etudier le développement des quartiers périphériques du nord de la ville de Bujumbura trouve sens dans cette perspective.

7. Restauration des quartiers périphériques du nord de la ville de Bujumbura

Ce travail de recherche des raisons d'être de l'homme quand il s'établit dans des quartiers non aménagés ne peut pas se terminer sur une note de désespoir. Nous proposons des voies de sortie même si lesdites solutions ne sont pas magiques.

Primo, l'instinct ne doit pas être le guide mais l'esprit doit être à sa tâche. Le milieu urbain est un instrument du développement économique et social d'où il doit être performant, c'est-à-

dire « assurer aux activités économiques des conditions optimales de fonctionnement et procurer aux populations la possibilité d'une bonne opportunité de travail » (Sindayigaya, 2015 : 32). Pour parer à la détérioration de son cadre de vie, la population doit « faire preuve d'ingéniosité pour créer, produire, s'entraider, se défendre » (Gosmao, 1984 :34) et redevenir l'acteur de son développement. A cet effet, l'autorité doit refuser le développement anarchique de la ville par le recours aux instruments de planification urbaine, surtout que la croissance anarchique implique un gaspillage de terrains, une complication du transport urbain, des tracés urbains irrationnels et trop coûteux, une insalubrité physique et mentale, une diminution de la productivité et au-delà une mise en danger des populations.

Secundo, pour la gouvernance et la gestion urbaine, il faudra faire participer tous les intervenants (public, collectivités locales, privés,...) pour une meilleure gouvernance foncière urbaine et pour améliorer la qualité de la vie dans ces quartiers périphériques du nord de la ville de Bujumbura. Il n'est pas logique que l'Etat laisse les gens de ces milieux faire ce que bon leur semble sans tenir compte de la vie de l'ensemble. *Tertio*, l'Autorité a à jouer son rôle d'organisateur pour cultiver une solidarité qui favorise la sauvegarde de l'humanité car « l'avenir de l'humanité dépend de sa capacité de s'organiser pour la création collective de l'homme par l'homme » et la construction du monde est par « la participation de tous à la production des conditions d'existence de tous » (Gosmao, 1984 : 17). Le changement passe par la conscientisation et par des actes de responsabilité.

8. Discussion

La présente étude montre que les raisons d'occupation des quartiers périphériques du nord de la ville de Bujumbura sont d'ordre économique, social, psychologique, politique, *etc.* Ces quartiers sont habités par des ménages et comportent peu d'infrastructures collectives et publiques, dont des écoles et les bureaux de la Présidence de la République. Ils sont anarchiquement occupés. L'ampleur des dégâts subis ces derniers temps pousse à faire une introspection et à se demander ce qui s'est passé jusqu'à ce que l'homme s'établisse à des endroits, au vu de l'autorité et de l'arsenal juridique disponibles. Le développement comporte des exigences. Les générations présentes ne doivent pas viser uniquement la croissance économique (Lester et al, 1992) ; elles doivent penser à l'écologie pour sauvegarder la terre et l'humanité, c'est-à-dire qu'elles doivent prendre conscience du caractère global des dommages infligés à l'environnement par la croissance démographique et par les effets de la

technique (Larrère, 2004 :507). Le présent travail montre qu'il faut avant tout privilégier l'homme et tout homme dans tout geste à poser, c'est l'exigence de la dignité humaine.

Conclusion

Les quartiers périphériques de la partie nord de la ville de Bujumbura sont spontanément occupés. Ils témoignent de l'évolution d'un milieu urbain soumis aux multiples pressions et très désorganisé. La présente recherche est née du constat des dégâts causés par ce désordre et elle cherche les raisons de l'installation anarchique en ces lieux, en présence de l'autorité et en violation de la loi. Notre objectif était de montrer les conditions dans lesquelles les quartiers périphériques de la partie nord de la ville de Bujumbura ont été constitués, souligner la part de la responsabilité de l'homme dans les dégâts en cours en cet espace péri-urbain et préciser les traits caractéristiques du développement.

L'étude repose sur trois hypothèses et elles ont toutes été vérifiées. La première qui pose que les quartiers non viabilisés de la périphérie du nord de la ville de Bujumbura sont anarchiquement occupés s'est avérée vraie : les terres de cette zone appartiennent à des individus qui les vendent aux plus offrants, poussant les anciens occupants vers des régions encore moins chères mais plus dangereuses ou plus éloignées du centre-ville. « *Les terrains coûtant de plus en plus chers, les pauvres s'entassent dans des quartiers les plus défavorables, dans des zones inhospitalières* » (Tévoédjré, 1978: 66). La deuxième qui postule que ces quartiers comportent des infrastructures des particuliers et celles à caractère public a aussi été vérifiée. Les activités en ces lieux ne sont pas suffisamment coordonnées par l'autorité puisqu'elles sont essentiellement de l'initiative des individus à moyens limités qui visent leurs propres intérêts. La troisième qui dit que ces quartiers témoignent de la crise en cours et non du développement a été vérifiée. Les quartiers périphériques du nord de la ville de Bujumbura n'ont pas d'activités industrielles. Or une urbanisation sans industrialisation est source de pauvreté (Amin, 1978 : 212). Tout le long de l'histoire du Burundi, des gens se sont installés en quartiers périphériques du nord de la ville de Bujumbura suivant leurs propres projets et leurs moyens de bords ; avec pour priorité l'intérêt particulier et immédiat, au mépris de la loi. Dans cette étude, une critique a été portée sur les attitudes de l'homme dont l'autorité habilitée à la prise de décisions pour sauvegarder l'homme, la société, les valeurs et l'environnement. Voulant se développer, l'homme va à sa dérive s'il ne prend pas garde. Le développement existe lorsqu'il est authentique, c'est-à-dire

lorsqu'il cumule les caractéristiques de cohérence, d'intégrité et de solidarité. Nous en appelons ainsi à la responsabilité de l'homme pour se sauvegarder et pour son bonheur.

Notes :

1. Akintore Stéphanie, Enquête orale du 06 janvier 2020
2. Mbonerane Albert, Enquête orale du 26 décembre 2019
3. Mpozenzi Benoît, Enquête menée le 18 décembre 2014
4. Nteturute Fabien, Enquête orale du 21 avril 2016
5. Fatukobiri Henri, Enquête orale du 18 décembre 2014
6. « Ababo ntanzigo yakazikira bafise, bera ku mutima nkinyange ; ico bafise ku mutima bakivugira ahera ».
7. Il s'agit du Président Melchior Ndadaye
8. Mpozenzi Benoît, enquête menée le 18 décembre 2014
9. Bitariho Pontien, Enquête orale du 10 décembre 2019
10. Cakure Gervais, enquête orale du 25 février 2017
11. Harahagazwe Jean-Baptiste, Enquête orale du 4 janvier 2020

Références bibliographiques

1. Sources orales

Nom et prénom	Age	Fonction	Thématiques abordées	Lieu et date de l'enquête
Akintore Stéphanie	35 ans	Enseignante	Développement du quartier	Uwinterekwa, Le 06/01/ 2020
Bitariho Pontien	65 ans	Cultivateur	Styles de vie en ville	Gasenyi, Le 10/12/ 2019
Cakure Gervais	67 ans	Entrepreneur	Activités économiques en ville	Gihosha, Le 25/02/2017
Harahagazwe Jean-Baptiste	61 ans	Enseignant	Acquisition des parcelles à construire	Gihosha, Le 4/01/2020
Fatukobiri Henri	58 ans	Banquier	Activités économiques dans la plaine de l'Imbo	Gahahe, Le 18/12/2014
Mbonerane Albert	63 ans	Environnementaliste	Protection de la nature	Gikungu, Le 26/12/2019
Mpozenzi Benoît	55 ans	Menuisier	Actions des Blancs au Burundi	Kamenge, Le 18/12/2014
Nteturuye Fabien	58 ans	Administratif	Royauté au Burundi	Gahahe, Le 21/4/2016

2. Bibliographie

- Albertini J.M. 1967. Les mécanismes du sous-développement. Paris : Les éditions ouvrières.
- Amin, S. 1978. Le développement inégal. Essai sur les formations sociales du capitalisme périphérique. Paris : Editions de minuit.
- Aubert J.M. 1971. Pour une théologie de l'âge industriel. T. 1. Eglise et croissance du monde. Paris : Cerf.
- Body-Gendrot, S. 2004. Problèmes éthiques liés à la ville et à l'urbanisme. In : Dictionnaire d'éthique et de philosophie morale. Paris : PUF, p.2041-2045.
- Gosmao, V. 1984. Un monde en développement ? Guide de réflexion. Paris : Les éditions ouvrières.
- Koffi, A. 1995. L'Annihilisme. Essai sur la vie. Abidjan : Dagekof.
- Labazzé, P. 1992. « L'entreprise, un lieu anthropologique ». Cahiers d'études africaines, n°124, p. 338- 350.
- Larrière, C. 2004. Développement durable. In : Dictionnaire d'éthique et de philosophie morale. T1.Paris : PUF, p507-510.
- Lester, R. et al.1992. Le défi planétaire. Pour une économie mondiale, écologique et durable. Trad. Pielot T., Saint-Armand-Montrand, New-York : Nouveaux Horizons.
- Manirakiza, R. 2010. Croissance démographique et implications territoriales au Burundi. In : Les défis de la reconstruction dans l'Afrique des Grands Lacs. Bujumbura : Université du Burundi. Centre de Recherche sur le Développement dans les Sociétés en Reconstruction (CREDSR), p.375-393.
- Mappa, S. 1993. Les deux sources de l'exclusion. Economisme et replis identitaire. Paris : Karthala.
- Ndayirukiye, S. 2010. L'urbanisation et la réforme des structures foncières : deux défis majeurs dans la politique d'aménagement du territoire et la reconstruction. In : Les défis de la reconstruction dans l'Afrique des Grands -Lacs. Bujumbura : Université du Burundi. CREDSR, p.350-374.
- Perroux, F. 1981. Pour une philosophie du nouveau développement. Paris : Aubier-Montaigne.
- République du Burundi. 2011. Recensement général de la population et de l'habitat du Burundi 2008. Volume 3 : Analyse. T 7. Caractéristiques des ménages et des habitations. Bujumbura : Bureau Central du Recensement.
- Sindayigaya, S. 2015. Rapport national pour l'habitat. Bujumbura.
- Tévoédjré, A. 1978. La pauvreté. Richesse des peuples. Collection : Développement et civilisation. Paris : Editions ouvrières.